

Intervention de Martin Bangemann sur la réforme de la PAC (Berlin, 24 janvier 1991)

Légende: Le 24 janvier 1991, Martin Bangemann, commissaire européen en charge du Marché intérieur et des Affaires industrielles expose le but essentiel de la réforme de la politique agricole commune et soulève la question du traitement du dossier agricole dans les négociations de l'Uruguay Round.

Source: RAPID. The Press and Communication Service of the European Commission. [EN LIGNE]. [Bruxelles]: Commission européenne, [04.09.08]. IP/91/56. Disponible sur <http://europa.eu/rapid/searchAction.do>.

Copyright: (c) Union européenne, 1995-2012

URL: http://www.cvce.eu/obj/intervention_de_martin_bangemann_sur_la_reforme_de_la_pac_berlin_24_janvier_1991-fr-64ddc861-201e-4143-a7c4-4baa468678a8.html

Date de dernière mise à jour: 07/09/2012

Intervention de Martin Bangemann à l'occasion de la "Grüne Woche" (Berlin, le 24 janvier 1991)

Il n'est pas question de sacrifier les agriculteurs européens afin de pouvoir exporter quelques produits industriels de plus : ce serait le pire des malentendus.

Au contraire, il s'agit de garantir leur prospérité grâce à une politique agricole équitable et socialement équilibrée.

La politique agricole commune n'est pas statique : elle ne peut être gérée isolément, en dehors de notre politique générale en matière économique et commerciale.

C'est bien cela qui nous inspire, lorsque nous évoquons les thèmes agricoles dans le contexte de l'Uruguay Round.

Par des attaques massives contre les principes de la politique agricole commune, nos partenaires commerciaux ont fait de cette dernière le thème dominant de ces négociations.

Je trouve profondément injuste que nous soyons unilatéralement désignés comme coupables : nous ne sommes pas les seuls à pécher dans le domaine agricole, même s'il faut reconnaître que nous ne sommes pas sans reproches.

Un compromis sera réalisable uniquement si nous en revenons à notre ligne de conduite initiale, à savoir de se concentrer sur l'élimination des mesures qui entraînent des distorsions commerciales.

Dans l'optique d'un accord au GATT, la Communauté européenne et ses Etats membres ont mis sur la table une offre qui, en raison de la situation de notre agriculture, apparaissait sous l'angle politique, économique et social supportable et défendable.

Je crains que nos partenaires soient venus à Bruxelles en se faisant des illusions sur le niveau des concessions que la Communauté serait prête à faire en matière de politique agricole.

En revanche, nous ne pouvons pas nous accrocher au statu quo.

De toute manière, nous devons réformer l'Europe verte, indépendamment de la pression exercée par nos partenaires commerciaux. Nous avons pris le temps de la réflexion.

Tout indique que les négociateurs sont prêts à se remettre autour de la table : à cette occasion, nous insisterons sur le caractère global des négociations, englobant tous les secteurs et nous nous efforcerons d'empêcher que l'agriculture soit isolée du reste.

Indépendamment du GATT et de la pression extérieure, une réforme de la politique agricole européenne est inévitable en raison de stocks croissants dans les secteurs des céréales, de la viande et des produits laitiers et de coûts budgétaires accrus.

Un nouvel élément du débat agricole est celui de l'achèvement du grand marché. Dans la perspective de ce grand marché, nous prenons des dispositions législatives d'harmonisation qui garantissent la sécurité de la santé, l'information du consommateur et établissent des contrôles.

C'est ce qui permet de réaliser le grand marché pour les denrées alimentaires et les produits agricoles.

Le consommateur peut ainsi être confiant que seules des denrées dûment conformes entreront dans les rayons des magasins.

Ceci garantit une qualité élevée et, partant, des prix suffisants et un revenu également élevé aux agriculteurs.

Si le grand marché profite à tous, consommateurs et producteurs, il n'élimine pas les problèmes fondamentaux de notre politique agricole. De déficitaire dans les années '60, la situation s'est transformée en excédentaire.

En dépit d'une véritable révolution dans le secteur agricole, accompagnée de grands sacrifices sociaux et en dépit de dépenses publiques accrues, le revenu des agriculteurs ne s'est pas vraiment amélioré.

Selon moi, nous devons tout mettre en œuvre pour sortir de la situation excédentaire : elle a des effets négatifs sur les prix et les revenus des producteurs et elle hypothèque nos relations commerciales.

L'opinion publique accepte difficilement les excédents, d'autant plus qu'une partie de la production excédentaire impose des coûts importants pour l'environnement.

La Commission Européenne réfléchit à une réforme de la politique agricole : celle-ci doit avoir pour objectif essentiel de servir les intérêts d'une agriculture efficace d'une part, et d'amortir au cours d'une phase de transition les charges sociales qu'elle entraîne.

Je lance un appel au monde agricole européen pour qu'il participe de manière constructive à ce débat qui nécessite un large consensus. L'agriculture a besoin d'un nouveau fil conducteur : il ne s'agit plus de réfléchir en termes de quantité, mais au contraire en termes de qualité élevée et de méthodes de production qui respectent l'environnement.

Ce qui est bon ne peut s'obtenir gratuitement : des produits sains impliquent un prix à payer.

Nous devons, en premier lieu veiller à ce que les producteurs aussi en profitent : voilà le but essentiel de la réforme agricole.

[...]